

**JUGEMENT**  
**N° 092/19/CJ/SI/TCC**  
**DU 08 NOVEMBRE 2019**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**CHAMBRE DE JUGEMENT DE LA SECTION I**

**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2018/0403**

AKOUEGNON Tchékpo  
Eugénie

**(Maître Yves KOSSOU)**

**C/**

SOCIETE BANK OF  
AFRICA BENIN SA  
(BOA)

**(Maîtres Olga ANASSIDE  
et Nicolin ASSOGBA)**

**OBJET : Paiement**

**PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU**

**JUGES CONSULAIRES : Chimène ADJALLA et Eric ASSOGBA**

**MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU**

**GREFFIER : Jacques HOUEGBE**

**DEBATS : Le 02 août 2019**

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en premier  
ressort, prononcé le 08 novembre 2019.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE :**

**AKOUEGNON Tchékpo Eugénie**, commerçante de nationalité  
béninoise, demeurant à Abomey-Calavi, quartier Agori, assistée  
de Maître Yves KOSSOU, Avocat à la Cour ;

**D'UNE PART**

**DEFENDERESSE**

**SOCIETE BANK OF AFRICA (BOA) BENIN SA**, ayant son  
siège social sis à Cotonou, Avenue Jean-Paul II, 08 BP 0879  
Cotonou, prise en la personne de son Directeur Général en  
exercice, Monsieur Sadio CISSE, demeurant et domicilié es qualité  
audit siège, assistée de Maîtres Olga ANASSIDE et Nicolin  
ASSOGBA, Avocats à la cour ;

**D'AUTRE PART**

## LE TRIBUNAL

AKOUEGNON Tchèkpo Eugénie épouse ALADJI BONI (AKOUEGNON Eugénie) exerçant le commerce à l'enseigne « Etablissement EDJEE BUSINESS » et la société BANK OF AFRICA BENIN S.A (société BOA) ont entretenu des relations commerciales marquées par l'octroi de divers concours bancaires au profit de celle-ci, de 2009 à 2013, dont les actes sont versés au dossier, notamment deux actes notariés du ministère de Maître Isbatou ADJAHOU MALIKI, l'un en date du 16 décembre 2009 portant affectation hypothécaire de la parcelle C du lot n° 37 sis à SEME-PODJI à hauteur de trente millions (30.000.000) de francs CFA, l'autre en date du 15 juin 2012, portant relèvement de la garantie sur le même immeuble de vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA ;

Divers arrangements sont intervenus entre les parties, dans le cours de leur relation commerciale, en particulier des rééchelonnements de crédit et de nouvelles facilités ;

Par exploit en date du 25 novembre 2013, la société BOA a signifié à AKOUEGNON Eugénie une correspondance portant dénonciation de la convention les liant et valant clôture juridique du compte de cette dernière, en lui réclamant la somme de 48.392.866 FCFA en capital ;

Par suite, la société BOA a fait pratiquer une saisie-attribution suivant procès-verbal du 30 janvier 2015, sur les avoirs de AKOUEGNON Eugénie en lui réclamant la somme de 53.331.129 FCFA au total, dont 48.392.866 en principal ;

Au rang des pièces versées au dossier par les parties, notamment les reçus de paiement en espèces, il ressort qu'au titre du remboursement des sommes reçues, AKOUEGNON Eugénie a payé la somme de 18.503.000 le 30 mars 2012 et le même montant le 17 juillet 2012 ;

En outre, elle a payé la somme de 46.873.000 FCFA le 09 février 2015 ;

C'est dans ces conditions que par lettre du 23 mai 2015, la société BOA a réclamé à AKOUEGNON Eugénie la somme de 17.069.515 FCFA décomposée comme suit : créance principale de 8.166.667 F et agios réservés de 8.902.848 F ;

Cette notification a été suivie d'une autre lettre en date du 17 janvier 2018 de la banque réclamant à AKOUEGNON Eugénie la somme de 17.969.324 FCFA décomposée comme suit : créance principale de 8.166.667 F et agios réservés de 9.802.657 ;

Par lettre du 11 juillet 2018 du Conseil de AKOUEGNON Eugénie adressée à la banque, il a contesté la somme de 17.969.324 FCFA en expliquant qu'au 10 février 2015, la créance de la banque ne serait que de 5.189.658 FCFA, après paiement de la somme de 46.873.000 FCFA le 09 février 2015 ; cette contestation est assortie d'une offre de paiement de la somme de 5.189.658 FCFA ;

Dans le cours de cette contestation, la société BOA a signifié à AKOUEGNON Eugénie, par exploit du 27 juin 2018, un commandement de payer aux fins de saisie immobilière, en lui réclamant la somme de 17.969.324 FCFA, sur le fondement des deux actes notariés susmentionnés ;

En réaction, AKOUEGNON Eugénie a, par exploit en date du 16 juillet 2018, attiré la société BOA devant le tribunal de commerce de Cotonou ;

A l'issue des plaidoiries, AKOUEGNON Eugénie demande au tribunal de :

- déclarer nul l'exploit portant commandement de payer aux fins de saisie immobilière, pour inexistence de créance ;
- déclarer nulle l'offre de paiement de la somme de 5.189.658 FCFA ;
- constater que la banque a trop perçu la somme de 27.869.910 FCFA et la condamner au paiement de ladite somme à son profit, assortie des intérêts à compter du 09 février 2015 ;
- condamner en outre la société BOA à lui payer la somme de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

AKOUEGNON Eugénie prie également le tribunal d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute en ce qui concerne la restitution de la somme de 27.869.910 FCFA et sous astreinte de trois millions de francs à compter de la signification de la décision ;

En réplique, la société BOA a produit au dossier :

- une attestation d'instance en date du 09 mai 2019 délivrée par le greffier en chef du tribunal de première instance de Porto-Novo relative à une poursuite en saisie immobilière l'opposant aux « Etablissement EDJEE BUSINESS » ;
- un exploit en date du 14 septembre 2018 portant sommation de prendre connaissance du cahier de charges, adressé à AKOUEGNON Eugénie, concernant la parcelle C du lot n° 37 sis à SEME-PODJI ;

- un exploit en date du 30 juillet 2018 portant dénonciation de commandement aux fins de visa et de publication ;
- les conclusions valant dires prises au nom de AKOUEGNON Eugénie par son Conseil aux fins d'annulation du commandement de payer aux fins de saisie immobilière du juin 2018 ;

La société BOA demande au tribunal de :

- se déclarer incompétent en raison de l'existence d'une procédure de vente immobilière entre les parties ;
- déclarer irrecevables les contestations élevées par la demanderesse pour cause d'irrégularité dans la forme de leur présentation, sur le fondement de l'article 298 alinéa 1<sup>er</sup> de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;
- rejeter les demandes de AKOUEGNON Eugénie ;

### **SUR LA RECEVABILITE DE L'ACTION**

Attendu qu'aux termes de l'article 298 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution « *toute contestation ou demande incidente relative à une poursuite de saisie immobilière formulée postérieurement à la signification du commandement est formée par simple acte d'avocat contenant les moyens et conclusions. Elle est formée, contre toute partie n'ayant pas constitué d'avocat, par requête avec assignation. Les affaires sont instruites et jugées d'urgence* » ;

Attendu qu'en l'espèce, AKOUEGNON Eugénie ayant constitué avocat, a saisi le tribunal de céans par voie d'assignation contre la société BOA, en sollicitant l'annulation du commandement de payer

aux fins de saisie immobilière pour cause d'inexistence de la créance réclamée par cette dernière ;

Que la procédure introduite sous cette forme, dans le même temps que la poursuite en vente immobilière est en cours entre les parties devant le tribunal de première instance de Porto-Novo et que le Conseil de la demanderesse y a déposé des dires en contestation de la créance dont recouvrement est entrepris, est irrégulière au regard des prescriptions de l'article 298 susvisé ;

Que c'est donc à bon droit que la société BOA a soulevé l'irrecevabilité de l'action de la demanderesse ;

Qu'il convient d'y faire droit ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Déclare irrecevable l'action de AKOUEGNON Eugénie ;

La condamne aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**